



Francis Michel MBADINGA

LE PASTEUR & LE GÉNÉRAL PRÉSIDENT

Quand un Leader Religieux et un Homme d'État
traitent de l'avenir de leur Nation



© Tout droit de reproduction intégrale ou partielle
par quelque procédé que ce soit du contenu,
réservés pour tout pays.

Les Éditions Arc BP : 13672- Libreville-Gabon
Révérend Francis

Michel MBADINGA

@ Edition ARC février 2025

SOMMAIRE

PROLOGUE (Par le Révérend Francis Michel MBADINGA)

- I- LES ANNÉES D'EXILES OU LE TEMPS DES RÉFLEXIONS
- II- LES MOBILES QUI MÈNENT AU 30 AOÛT 2023
- III- COUP D'ÉTAT OU COUP DE LIBÉRATION ?
- IV- LA TRANSITION
- V- LA RESTAURATION DES INSTITUTIONS
- VI- QUE DES QUESTIONS
- VII- C'EST ENFIN NOTRE ESSOR VERS LA
FÉLICITÉ : MON AMBITION POUR LE GABON
- VIII- RÉPARATION RÉCONCILIATION,
RECONSTRUCTION

ÉPILOGUE (Par Son Excellence, le Général de Brigade Brice Clôtaire OLIGUI NGUEMA, Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État)

PROLOGUE

Par le Révérend Francis Michel

MBADINGA

Au lendemain du coup d'État du 30 août 2023, j'ai eu l'honneur d'être le premier leader religieux reçu par le nouvel homme fort du Gabon. Il est indéniable que j'ai été très proche du regretté président Omar Bongo Ondimba et de son épouse, Édith Lucie Bongo Ondimba, que j'ai connus grâce à sa mère, Maman Marie Claire NDIRA. L'accompagnement pastoral et spirituel que mon épouse et moi avons offert à ce couple remarquable, désormais disparu, nous a profondément marqués jusqu'à ce jour.

Concernant mon mandat apostolique et ma mission prophétique aux côtés de feu Omar BONGO ONDIMBA, je préfère rester discret, car cela relève d'un moment intime et privé. J'ai néanmoins eu le privilège de voir cet homme d'État quitter la scène avec dignité, comme l'avait recommandé le feu prophète Flécher au nom du Seigneur.

J'ai également côtoyé le président Ali Bongo Ondimba, notamment durant les cinq premières années de son mandat (2009-2014), une période pleine d'espoir, tant sa vivacité et son dynamisme étaient contagieux, accompagnés de son projet ambitieux.

Son objectif était de faire du Gabon un pays émergent. Cependant, nous avons été témoins de l'infiltration au sein du pouvoir par des individus malveillants, des escrocs de tous horizons, des charlatans, et même par des influences néfastes extérieures, pour reprendre une expression familière. Il faut également reconnaître une certaine naïveté envers ceux à qui il avait accordé une confiance aveugle, mais qui l'ont trahi, floué et trompé. Cette situation a conduit à sa descente dans la maladie, marquée par une attaque cardiovasculaire cérébrale qui l'a profondément affaibli. Beaucoup ont profité de cette vulnérabilité pour nourrir des ambitions personnelles et poursuivre des desseins funestes à son égard. Pourtant, il en porte la responsabilité devant Dieu, les hommes et l'histoire.

Même dans ces moments douloureux pour le pays, empreints d'une profonde tristesse, il était évident qu'il n'y avait plus de capitaine à la barre. Malgré tout, l'exigence de la prière m'imposait de continuer à prier pour lui, de demander au Seigneur de lui apporter son assistance.

Contre vents et marées, j'ai exhorté de nombreux leaders chrétiens et fidèles à continuer à prier pour cet homme tant qu'il était à la tête du pays, à ne pas céder à la violence ni à se laisser entraîner dans des tentatives de déstabilisation. Mon credo est que, tout comme une mangue mûre, elle tombe d'elle-même en douceur. Celle qu'on cueille en jetant une pierre se fend, sinon se brise, à cause de l'énergie humaine. Cette posture, qui était la mienne, n'a pas reçu l'aval d'un grand nombre d'amis, de frères et de parents.

Tout ce détour pour expliquer le sentiment qui m'anime lorsque, au lendemain du coup d'État du 30 août 2023, je suis appelé à rencontrer le nouvel homme fort du pays. Est-ce une arrestation ? Suis-je convoqué pour m'expliquer sur le fait d'avoir entretenu des

relations avec les anciens dignitaires de la République, dont le président Ali BONGO ONDIMBA ? Mon entêtement à insister sur le fait que toute autorité vient de Dieu et que nous avons l'obligation de respecter l'autorité et de prier pour ceux qui la détiennent me rend-il complice ou partie prenante des actions de l'ancien régime, au point que cela vaille une arrestation ?

Alors que je me rendais au palais de la présidence, toutes ces questions assaillaient mon esprit. J'arrive à la présidence et je me rends compte que j'étais attendu. En moins de cinq minutes, le Général de Brigade Brice Clôtaire OLIGUI NGUEMA apparaît devant moi.

Il me fait une chaleureuse accolade, m'entoure de ses bras et me dit : « Grand frère. » J'avais devant moi la preuve que ce coup de libération était inspiré par le Seigneur Jésus. La mangue mûre de l'ancien régime, qu'incarnait le président Ali BONGO ONDIMBA, était tombée d'elle-même. Un coup d'État sans

effusion de sang, sans perte humaine, qui, dès les premières heures, reçoit l'adhésion populaire, au point qu'il est rapidement appelé, par la volonté du peuple gabonais dans sa grande majorité, coup de libération, légitimant l'action des officiers généraux de nos forces de défense et de sécurité, réunis autour du Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, qu'ils ont mis à leur tête sous la bannière du Comité de la Transition pour la Restauration des Institutions, en abrégé (CTRI).

Lors de cette première entrevue, le nouvel homme fort du Gabon me confie une mission : contacter l'ensemble des leaders de la communauté religieuse, y compris les catholiques, les protestants dans leur diversité et les musulmans. Il m'informe qu'il est conscient de mes bonnes relations avec eux et qu'il souhaite établir un dialogue direct, car il attribue la réussite de ce coup à Dieu et à Lui seul. Ainsi, il estime que ses ministres doivent être les premiers informés des raisons du coup d'État. Il se déclare également disposé

et ouvert à recevoir leurs conseils et à partager avec eux ses motivations.

Le lendemain, nous serons tous réunis autour du Général de Brigade et de ses collègues de la CTRI. L'Archevêque de Libreville et son vicaire, le président de l'Église évangélique, le président des Assemblées de Dieu de Pentecôte, le président de l'Alliance chrétienne et missionnaire du Gabon, ainsi que le président par intérim du Conseil supérieur des affaires islamiques, seront présents également trois responsables de fédérations d'Églises de Réveil. Bien sûr, je serai la modeste personne chargée de les introduire au palais présidentiel.

Il n'est pas approprié de détailler ici les échanges qui ont eu lieu, si ce n'est de souligner que Dieu a été placé au centre et en premier lors de cette phase initiale. La volonté affirmée du Président de faire jouer un rôle majeur aux communautés religieuses pendant la période transitoire s'est manifestée par sa décision de confier la présidence du dialogue national à l'Archevêque de Libreville, dont la majorité des membres du bureau était composée de ministres

du culte. Il a également veillé à inclure des représentants du clergé, dans toute leur diversité, au sein de toutes les institutions transitoires, que ce soit au Sénat, à l'Assemblée nationale, au Conseil économique, social et environnemental, ainsi que dans toutes les commissions nationales qui se sont réunies pour réécrire la constitution ou élaborer le nouveau code électoral.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai jugé utile de m'entretenir avec le Général Président de manière franche et directe, sans fioritures ni censure, sur tous les sujets liés à son exil au Sénégal, au coup de libération, à la transition et aux différentes étapes qui l'ont marquée. Nous avons également abordé les questions que se posent de nombreux compatriotes concernant ses choix et les décisions prises par lui et ses collègues du CTRI, ainsi que sa candidature à la présidence de la République, son projet de société, sa vie et l'avenir de notre pays.

Je me suis déjà prêté à cet exercice avec le premier ouvrage de cette série, *Le Pasteur et le Président*, dans lequel j'avais interviewé

le feu Président Omar BONGO ONDIMBA. J'en garde un souvenir mémorable. J'espère que ces lignes permettront à de nombreuses personnes d'en apprendre davantage sur le Général Président Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA et sur les intentions qu'il nourrit pour le Gabon.

I

LES ANNÉES D'EXILES OU LE TEMPS DES RÉFLEXIONS

Rev FMM : Quels sentiments vous traversent après le décès de feu Omar Bongo Ondimba et l'accession de son fils Ali Bongo Ondimba, alors que vous êtes affecté au Sénégal en tant qu'attaché militaire à l'ambassade ?

GNRL PR : Je dois avouer que j'étais profondément frustré. D'une part, je n'avais pas encore fait le deuil de celui que nous considérons tous comme un père. D'autre part, je pensais pouvoir mettre à profit ma modeste expérience au sein du nouveau régime, ayant été proche du défunt chef de l'État et n'ayant pas démérité. Pour être franc, j'ai d'abord perçu cette affectation comme une sanction, conséquence de manigances au sein du nouveau pouvoir.

Rev FMM : Vous partez finalement à Dakar, au Sénégal, où vous vous installez avec votre famille. Après quelques mois, vous semblez

vous habituer et prendre votre mal en patience.
Qu'en pensez-vous ?

GNRL PR : Je n'ai pas le temps de détailler toutes les péripéties de mon séjour à Dakar, au Sénégal. Cependant, j'ai appris à ne pas me plaindre et à ne pas me laisser submerger par la frustration. La meilleure solution pour moi a été de me faire des amis. J'ai également commencé à me questionner sur les raisons du développement de ce pays africain francophone, qui, malgré des ressources moins abondantes que celles du Gabon, suscite un intérêt indéniable en raison de ses avancées incontestables.

Rev FMM : Voulez-vous dire que vous considérez le Sénégal comme un modèle à suivre pour espérer un développement similaire pour le Gabon ?

GNRL PR : Effectivement, c'est ce qui s'est passé : j'ai connu une mutation dans ma manière de penser. J'ai commencé à me questionner sur ce qui pouvait expliquer

qu'un pays comme le Sénégal, situé également au sud du Sahara et ayant la France comme puissance coloniale, ait pu s'organiser sur les plans sociopolitique et économique pour connaître un tel développement. Ces années d'exil au Sénégal ont constitué pour moi une base de réflexion que j'ai approfondie tout au long de mon séjour dans ce pays.

Rev FMM : J'aimerais vous poser la question suivante : comment avez-vous analysé la situation dans ce pays frère ? Avez-vous, par exemple, contacté l'ancien président Wade ou le président Macky Sall pour établir un carnet d'adresses dans le but de vous rapprocher du pouvoir et d'apporter des changements au Gabon depuis le Sénégal ?

GNRL PR : N'allez pas trop vite en besogne. Ma démarche visait à comprendre la situation. J'avais l'avantage de pouvoir discuter avec des concitoyens gabonais, notamment notre ambassadeur, qui est aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, ainsi que d'autres compatriotes en stage. Nous avons commencé à

former des groupes de réflexion pour échanger des idées. Je n'ai jamais envisagé, même une seule fois, de conquérir le pouvoir. Mon intention était simplement de réfléchir à la manière dont nous pourrions contribuer aux côtés des dirigeants du pays, en leur présentant ce qui se passe ailleurs et les solutions que nous pourrions envisager chez nous.

Rev FMM : En somme, les années passées au Sénégal ont été pour vous un temps de réflexion et une occasion d'observer le développement d'un pays africain. À l'avenir, vous espérez peut-être partager vos réflexions pour que le Gabon puisse s'en inspirer. Est-ce bien cela que vous essayez de dire ?

GNRL PR : Effectivement, c'est ce qui s'est passé. Je tiens à préciser que je ne regrette ni les années passées au Sénégal, ni les contacts, amitiés et discussions que j'y ai eues avec mes compatriotes. Aujourd'hui, je peux affirmer que tout ce que j'ai vu et appris alimente ma réflexion dans mes fonctions et

responsabilités. Je suis convaincu que cette expérience a été bénéfique pour moi, et je ne le regrette absolument pas. Vous, qui êtes un homme de Dieu, savez mieux que moi que toutes choses concourent au bien de ceux qui aiment Dieu. C'était sans doute le plan divin que j'y aille.

Rev FMM : Qu'est-ce qui vous a le plus marqué au sujet du Sénégal ?

GNRL PR : Ce qui m'a le plus marqué, c'est la vision de bâtisseurs de tous les dirigeants qui ont dirigé ce grand pays qu'est le Sénégal. Que ce soit le président Wade ou le président Macky Sall, je peux affirmer qu'ils étaient tous des bâtisseurs. C'est leur volonté de faire progresser la nation et de la voir prospérer qui m'a impressionné. Bien qu'ils soient issus de régimes différents, ils partagent tous la même ambition de construire.

Rev FMM : Est-ce cela qui vous amène à vous considérer aujourd'hui davantage comme un bâtisseur que comme un homme politique ?

GNRL PR : Effectivement, je le crois. Je pense que la politique concerne la gestion des affaires de la cité, qui représente le bien public et bénéficie à l'ensemble de nos compatriotes. Cependant, je pense que le véritable problème du Gabon réside dans la politique politicienne, où l'on présente des programmes de société à travers des discours et des projets, sans jamais les mettre en œuvre. C'est là le plus grand défi de notre pays.

Rev FMM : Plusieurs fois, lors de vos déplacements à l'intérieur du pays ou lors de vos visites fréquentes à Libreville, vous avez affirmé que vous n'êtes pas un homme politique, mais un bâtisseur. Peut-on dire que l'expérience du Sénégal vous a profondément marqué et vous a amené à vous définir ainsi ?

GNRL PR : Je ne dirai pas non, car comme je l'ai mentionné dans l'une de vos questions, j'ai été marqué par des leaders bâtisseurs au Sénégal. Bien qu'ils aient également fait de la politique, on constate qu'il y a davantage de réalisations que de discours. C'est ce qui

m'a le plus impressionné ; je pense que c'est un bel exemple. D'autant plus que le Sénégal n'a pas disposé de ressources minières ou pétrolières aussi importantes que celles du Gabon, qui aurait pu faire davantage. Je reste convaincu que nous aurions pu réaliser plus.

Rev FMM : Si je devais vous demander : qu'est-ce qui vous a le plus marqué lors de votre séjour au Sénégal ? Que diriez-vous ?

GNRL PR : Je dirais que lorsque l'on fait preuve de volonté et de rigueur, il est possible d'accomplir de grandes choses dans un pays. L'argument selon lequel l'Occident, comme la France ou d'autres, nous en empêche est, selon moi, fallacieux. Il faut avoir le courage de mettre en œuvre sa politique et d'entraîner tout le monde dans la bonne direction avec suffisamment de rigueur. La leçon que je tire des grands dirigeants du Sénégal est qu'ils ont conduit ce pays au niveau de développement que nous connaissons aujourd'hui.

II

LES MOBILES QUI MÈNENT AU 30 AOÛT 2023

Rev FMM : Venons-en, Excellence Monsieur le Président, au coup d'État du 30 août 2023 orchestré par les officiers généraux sous votre leadership. Pouvez-vous nous expliquer les raisons qui vous ont poussé à agir ainsi ?

GNRL PR : Il est indéniable qu'à partir du deuxième mandat du président Ali, le pays a connu une gouvernance tragique, marquée par une gabegie et une corruption sans précédent. De plus, profitant de sa maladie, une oligarchie s'est constituée autour de lui, anéantissant tous les espoirs de développement du Gabon. Cette mafia s'est véritablement installée, et tous les Gabonais peuvent en témoigner. Il est également important de souligner les manigances diaboliques qui ont conduit à une suppression totale des libertés d'expression. Des individus ont été arrêtés de manière arbitraire et soumis à la torture dans les prisons simplement pour avoir exprimé des opinions

divergentes de celles des autorités. Toutes ces circonstances ont contribué à ternir l'image du pays et à instaurer un climat particulièrement délétère et explosif au sein de la nation.

Rev FMM : Cela suffisait-il à justifier l'organisation d'un coup d'État ?

GNRL PR : Il est également crucial de souligner qu'à la suite d'une élection présidentielle profondément biaisée, il était impensable que les forces de défense et de sécurité se retrouvent en conflit avec nos compatriotes, déjà à bout. Éprouvés par des années de souffrance, ces derniers n'étaient en aucun cas disposés à accepter le retour d'un régime qu'ils détestent. Face à cette réalité, nous avons fait le choix délibéré de nous ranger aux côtés du peuple, de soutenir ses aspirations légitimes et de défendre ses droits. Nous croyons fermement que la dignité et la volonté du peuple doivent prévaloir sur toute forme d'autoritarisme, et que notre rôle est d'être les porte-voix de ceux qui aspirent à un véritable changement.

Rev FMM : Pourquoi avoir attendu la fin du mandat présidentiel en cours pour mettre fin à ce que vous considérez comme une gouvernance tragique, alors que, selon votre propre analyse, le peuple gabonais souffrait ? Qu'est-ce qui a justifié ce long délai ?

GNRL PR : Révérend, vous savez que les militaires sont des professionnels et des stratèges. Pour une opération de cette envergure, il est crucial d'en garantir le succès. En agissant de la sorte, vous engagez non seulement l'honorabilité des forces de défense, mais aussi la vie des personnes qui vous soutiennent. Nous espérons qu'il est possible d'obtenir des changements significatifs sans recourir à un coup d'État. Il était essentiel d'éviter une implosion sociale. En tant qu'homme de renseignements, je savais que les Gabonais étaient prêts à s'opposer au régime. Nous nous retrouverions alors en position d'arbitre entre un régime détesté et un peuple aspirant à un changement profond, ce qui nécessitait des arbitrages.

Cela nécessitait une adhésion générale de toutes les parties prenantes prêtes à s'engager dans cette opération. Il est important de reconnaître que rassembler l'ensemble des forces de défense et de sécurité n'était pas une tâche facile. À l'origine, le projet ne concernait pas des dizaines de personnes, mais plutôt une réflexion un petit groupe d'individus. Au fil du temps, il est devenu essentiel d'inclure d'autres acteurs dans la cause. Cela a demandé un véritable travail de réflexion et de stratégie, tout en restant attentif au moment opportun pour agir.

Rev FMM : Que voulez-vous dire par là ? Pourriez-vous, Excellence Monsieur le Président, être un peu plus clair ?

GNRL PR : J'affirme qu'en plus, nous souhaitons réaliser cette opération sans effusion de sang, ce qui compliquait encore davantage les choses. Chaque étape nécessitait une préparation minutieuse, et le temps nécessaire pour cela était inévitable. Chaque décision devait être soigneusement réfléchie, car l'objectif était d'assurer la sécurité de tous

tout en visant un changement significatif. Ce processus exigeait donc non seulement des compétences stratégiques, mais aussi une profonde compréhension des dynamiques sociales et politiques en jeu.

Rev FMM : Pourquoi n'avez-vous pas contacté les dirigeants pour les avertir des dangers auxquels ils s'exposaient ?

GNRL PR : Je tiens à vous assurer que nous croyions sincèrement que le régime pouvait, à tout moment, réaliser un changement et montrer des signes de bonne volonté envers la population. Cette réalité nous imposait de prendre le temps nécessaire pour garantir le succès de ce coup d'État, sans effusion de sang. Il était essentiel d'évaluer chaque situation avec prudence, car un geste de réconciliation de la part des autorités aurait pu changer la donne et apaiser les tensions.

Nous devons donc agir avec discernement et patience, en prenant en compte toutes les variables en jeu. L'objectif ultime était de réussir cette transition tout en préservant la paix et la

sécurité des citoyens, et en assurant un véritable changement dans la gouvernance. Chaque étape de notre plan devait être soigneusement orchestrée pour éviter toute escalade de violence et garantir un avenir meilleur pour notre peuple. C'est pourquoi il était essentiel d'adopter cette approche réfléchie et mesurée.

Rev FMM : Nous savons qu'en 2009, tout comme en 2016, vous n'étiez pas au Gabon lors des tragiques événements qui ont suivi les résultats de l'élection présidentielle, entraînant des pertes humaines. Les responsables militaires de l'époque ont dû s'efforcer de maintenir l'ordre public, avec les conséquences que nous connaissons. Votre coup d'État n'a-t-il pas été motivé par le désir d'éviter de revivre les crises de 2009 et 2016 ?

GNRL PR : Vous avez tout à fait raison de me le rappeler, et je vous en remercie. Il est important de souligner qu'après les élections présidentielles de 2009 et 2016, le Gabon a été plongé dans une crise

sociopolitique d'une grande intensité. Cette crise, qui a entraîné des tensions persistantes et des divisions au sein de la société, a laissé des séquelles durables dont les effets se sont fait sentir tout au long du septennat de 2016 à 2023.

Il est donc essentiel de reconnaître que ces éléments ont grandement contribué à créer un climat délétère sur le plan sociopolitique, caractérisé par l'incertitude et les conflits. Cette situation a indéniablement façonné l'environnement des élections ultérieures, influençant non seulement les comportements électoraux, mais aussi la dynamique politique globale du pays. Il est crucial de prendre conscience de cette réalité pour mieux appréhender les enjeux actuels et les défis qui persistent pour notre nation.

Rev FMM : Que devait faire l'ancien régime face à cette situation ?

GNRL PR : Le régime déchu aurait dû prendre pleinement conscience de la gravité de la situation afin de desserrer l'étau et de

s'engager activement en faveur de la réconciliation et de l'unité nationale. Bien qu'un dialogue national ait été organisé en 2017, il est rapidement devenu évident que les participants se réunissaient principalement dans un cadre strictement politique, centré sur des intérêts partisans. Ces discussions se sont souvent traduites par des luttes de pouvoir intenses, chacun cherchant à sécuriser une position au sein des institutions, plutôt qu'à aborder véritablement les préoccupations fondamentales des Gabonais.

Malheureusement, cette approche n'a pas réussi à résoudre les problèmes socio-économiques et politiques qui touchent profondément le peuple. En réalité, les véritables enjeux liés à la pauvreté, à l'inégalité et à la justice sociale ont été largement négligés, exacerbant ainsi le mécontentement et les frustrations au sein de la population. Il est impératif que les acteurs politiques prennent conscience de l'importance d'un véritable dialogue constructif, axé sur les besoins des citoyens, afin de construire un avenir meilleur pour le Gabon.

L'absence de représentation de la société civile constitue une lacune majeure dans le processus de dialogue. Il est crucial de souligner qu'une telle omission compromet gravement l'efficacité et la légitimité de cette initiative. En effet, il aurait été essentiel d'inclure tous les acteurs de la vie nationale, en particulier les représentants de la société civile, dans ce dialogue, et pas seulement les politiciens.

Rev FMM : Comment la société civile aurait-elle pu contribuer à la résolution d'un problème politique ?

GNRL PR : La société civile joue un rôle essentiel dans la représentation des intérêts des citoyens. Son exclusion a affaibli le processus décisionnel et a donné l'impression que les choix étaient faits sans tenir compte des voix du peuple. Pour qu'un dialogue soit véritablement inclusif et constructif, il est crucial d'intégrer la société civile, ainsi que des représentants des groupements traditionnels, culturels, de la diaspora et des diverses

communautés religieuses. Cela garantirait que les différentes perspectives de la population soient considérées, favorisant ainsi un cadre de discussion plus riche et représentatif, propice à l'élaboration de solutions durables et acceptables pour tous.

Malheureusement, à l'issue de ce type de rencontre, il est courant de constater que les mêmes acteurs politiques continuent de se partager le pouvoir et les ressources, tout en négligeant les véritables préoccupations de la population, comme cela a été le cas en 2017. En 2023, à la veille d'une élection, une parodie de consultation politique a été orchestrée pour légitimer le désordre électoral que nous avons connu. Cette dynamique a contribué à maintenir la crise sociopolitique au Gabon dans un état d'irrésolution, perpétuant ainsi un climat d'instabilité et de mécontentement au sein de la société.

Rev FMM : Excellence Monsieur le Président, pensez-vous qu'il était nécessaire d'instaurer un dialogue inclusif avec toutes les entités de la société en 2017 ?

GNRL PR : Il était essentiel d'inclure toutes les voix dans le processus décisionnel afin d'assurer une véritable réconciliation nationale. Cela nécessite la création d'espaces de dialogue où divers acteurs, y compris ceux de la société civile, des communautés marginalisées et des jeunes, peuvent s'exprimer librement et être entendus. En favorisant cette inclusivité, nous pourrions non seulement mieux comprendre les préoccupations des Gabonais, mais également élaborer des solutions durables et adaptées aux défis du pays.

Il est crucial que le processus décisionnel reflète la diversité des expériences et des aspirations du peuple gabonais, afin de restaurer la confiance et de bâtir ensemble un avenir meilleur.

Rev FMM : Excellence, considérez-vous que l'absence d'inclusion de tous dans le dialogue de 2017 soit à l'origine de la crise persistante jusqu'en 2023 ?

GNRL PR : Cela illustre les tensions multiples qui ont persisté jusqu'aux élections de 2023,

lesquelles ont été caractérisées par une organisation défaillante, un amateurisme flagrant et une incapacité manifeste à gérer efficacement le processus électoral, qui englobait les élections présidentielles, législatives et locales. Ces lacunes organisationnelles ont entraîné des résultats biaisés, aggravant un climat déjà tendu et alimentant le mécontentement de la population. Confrontés à cette réalité alarmante et à l'effet délétère de ces élections sur la confiance des citoyens envers les institutions, nous avons jugé essentiel d'agir rapidement et avec détermination. Il ne suffit pas de constater les dérives ; il est impératif de mettre en place des mesures concrètes pour restaurer l'intégrité du processus électoral et veiller à ce que chaque voix soit entendue et respectée.

Ce n'est qu'en adoptant une approche transparente et inclusive que nous pourrions espérer apaiser les tensions, instaurer un climat de confiance et bâtir un avenir politique stable et équitable pour tous les Gabonais. Nous ne pouvions pas laisser les choses se poursuivre sur cette voie, car cela aurait pu

plonger le pays dans un chaos inextricable, entraînant des tragédies humaines d'une ampleur dévastatrice. Les pertes qui en auraient résulté auraient été non seulement évitables, mais aussi profondément tragiques, laissant des cicatrices durables sur notre société.

Rev FMM : Pensez-vous donc que le coup d'État était justifié pour mettre un terme à cette crise qui perdurait depuis trop longtemps ? Ai-je bien saisi votre position ?

GNRL PR : Il était impératif d'agir rapidement et de manière décisive pour préserver la paix et la stabilité, afin d'éviter des conséquences désastreuses pour notre nation. La protection de nos citoyens et le maintien de l'harmonie sociale devaient être notre priorité absolue.

En adoptant des mesures fermes et en favorisant un dialogue constructif, nous avons la responsabilité de guider notre pays vers un avenir où le respect, la solidarité et la compréhension prévalent sur la division et le conflit. Il est de notre devoir de garantir

que le Gabon ne soit pas le théâtre de souffrances inutiles, mais plutôt un exemple de résilience et d'unité face à l'adversité.

Rev FMM : Certains leaders politiques vous accusent de protéger les officiers généraux impliqués lors des élections de 2009 et 2016, notamment lors de l'assaut sur le QG de M. PING, et de les dissimuler au sein du CTRI. Quelle est votre réponse ?

GNRL PR : Le Gabon a traversé une crise sociopolitique d'une intensité remarquable, engendrant des tensions durables et des divisions au sein de la société. Les conséquences de cette crise, qui a débuté en 2016 et s'est poursuivie jusqu'en 2023, ont laissé des séquelles profondes et visibles.

Il est essentiel de reconnaître que ces facteurs ont fortement contribué à créer un climat sociopolitique délétère, caractérisé par l'incertitude et les conflits. Cette situation a indéniablement influencé l'environnement des élections suivantes, impactant à la fois les comportements électoraux et la dynamique

politique du pays. Prendre conscience de cette réalité est crucial pour mieux appréhender les enjeux actuels et les défis qui persistent pour notre nation.

Il est regrettable que des risques demeurent, notamment des dérapages et des dommages collatéraux. Il convient de rappeler que les militaires et les membres des forces de défense agissent sur ordre et sont disposés à rendre des comptes devant différentes juridictions, en précisant qu'ils suivent des directives reçues. Ce sont donc les donneurs d'ordres qui doivent en assumer les responsabilités.

Rev FMM : Estimez-vous que la responsabilité incombe aux dirigeants du régime déchu ?

GNRL PR : C'est ce qui nous a conduits à prendre la décision, en toute conscience et au péril de nos vies, de mettre fin à cette situation. Nous avons réalisé qu'au Gabon, des événements similaires s'étaient déjà produits en 2009 et en 2016, nécessitant un rétablissement de l'ordre. Nous avons estimé qu'il était inacceptable de voir les mêmes causes

produire les mêmes effets à deux reprises. Il est donc devenu impératif de mener une réflexion approfondie et de dire non, cette fois-ci, nous ne pouvons pas avancer dans cette direction sous prétexte de maintenir l'ordre.

Les politiciens ne peuvent pas négliger les populations, en particulier leurs préoccupations quotidiennes. Il est également essentiel de reconnaître que les forces de défense et de sécurité ont pour mission de protéger les citoyens.

Cette fois-ci, nous avons jugé qu'il était inacceptable de tolérer l'intolérable, car cela aurait conduit à une confrontation entre les Gabonais. De plus, la majorité du peuple gabonais était prête à se battre, et il était hors de question de laisser la situation se détériorer. Nous avons donc pris nos responsabilités pleinement.

Rev FMM : Vous avez déclaré que les officiers généraux des forces de défense et de sécurité obéissent aux ordres. Peut-on vous reprocher de ne pas avoir attendu les instructions de

votre hiérarchie avant d'agir ? Cela ne constitue-t-il pas une violation de votre serment ?

GNRL PR : Révérend, vous me faites l'honneur de cet entretien que vous avez souhaité sans censure ni embellissement. Vous avez exprimé le désir de parler en toute vérité, sans rien dissimuler. Je tiens à rappeler que le Gabon n'avait plus de chef à la tête du pays, et tout le monde en était conscient.

Le président déchu, Ali Bongo Ondimba, était malade après avoir subi un accident cardiovasculaire en Arabie Saoudite. Avant même sa maladie, il était déjà clair qu'une oligarchie entourait le président, exerçant une influence considérable sur son autorité. Cette situation a entraîné son incapacité à prendre des décisions, le rendant passif face aux manigances de son entourage.

La maladie du chef de l'État déchu a exacerbé la situation, laissant le Gabon sans véritable leader. Cela a conduit à un regroupement de personnes cherchant à prendre le contrôle, évoquant des légions étrangères qui ont pillé le pays, détourné des fonds et donné des ordres

aux membres du gouvernement pour exploiter ses richesses à leur profit. Par la suite, la "Young Team", dirigée par l'épouse du chef de l'État, de Nouredine son fils et ses proches, se sont associés, à des individus malintentionnés.

Ils ont commis des actes graves, allant du détournement de fonds publics aux arrestations arbitraires, ainsi qu'à des ordres de torture contre des citoyens dénonçant la mauvaise gouvernance et l'usurpation de pouvoir. Ils ont même falsifié la signature du Président déchu pour nommer des individus à des postes sensibles, y compris au sein des services de renseignement et des forces de défense, ce qui suscite une profonde inquiétude.

Fallait-il laisser cette situation perdurer ? Tout le monde le savait ; personne ne peut aujourd'hui affirmer qu'il ignorait que le président n'était plus aux commandes. C'était une évidence.

Nous avons vu le chef de l'État exposé, tant sur le plan national qu'international, en difficulté pour marcher, tombant même lors de

rencontres publiques et étant ridiculisé lors de cérémonies. Certains devraient avoir honte d'avoir ainsi terni la dignité du président et l'image de notre pays, car le président de la République est la première institution représentant notre nation, tant au niveau national qu'international.

Ne l'a-t-on pas fait danser en public comme un clown ? Fallait-il vraiment poursuivre ainsi ? Quiconque prétend ne pas avoir compris que le Gabon n'avait plus de véritable commandant de bord fait preuve de déni. Pour notre part, au sein des forces de défense et de sécurité regroupées autour du CTRI, nous avons pris nos responsabilités et assumons les choix que nous avons faits pour les raisons que nous avons exposées.

III

COUP D'ÉTAT OU COUP DE LIBÉRATION ?

Rev FMM : Excellence Monsieur le Président, le coup d'État du 30 août 2023, soutenu par une large population, est désormais perçu comme un coup de Libération. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

GNRL PR : Tous les observateurs, tant nationaux qu'internationaux, ont constaté l'adhésion populaire et le soutien massif de nos compatriotes à l'opération que nous avons menée avec courage et détermination, sans effusion de sang, ce qui mérite d'être souligné. Lorsque les Gabonais ont qualifié ce coup d'État de coup de libération, cela a prouvé que notre engagement sur cette voie était justifié pour endiguer le mal et prévenir le chaos dans le pays.

Rev FMM : Monsieur le Président, comment expliquer que ce coup d'État ait été condamné par des institutions internationales comme la

CEMAC, l'UA, l'Union Européenne, l'ONU, le Commonwealth et d'autres, plaçant ainsi le Gabon sur le banc des accusés avec des sanctions à la clé ?

GNRL PR : Dans cette démarche, nous avons soigneusement pesé les avantages et les inconvénients, en tenant compte de tous les risques, y compris les réactions potentielles de la communauté internationale et les sanctions qui pourraient en découler. Comme je l'ai souligné précédemment, notre priorité était d'éviter le chaos et la déstabilisation du pays. Nous ne pouvons pas reprocher à la communauté internationale ni à ses institutions d'agir conformément aux règles, lois et principes auxquels le Gabon en tant qu'État est signataire.

Il était ensuite de notre responsabilité d'expliquer et de convaincre nos partenaires internationaux de la légitimité de notre action de libération. L'adhésion populaire et le soutien de nos concitoyens ont été des atouts précieux dans cette démarche.

Rev FMM : Quel est l'état actuel de nos relations avec ces institutions internationales et le niveau des sanctions en vigueur contre nous ?

GNRL PR : Le jeudi 31 août 2023, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a décidé de suspendre immédiatement la participation du Gabon à toutes ses activités, ainsi qu'à ses organes et institutions. En outre, la CEEAC a publié un communiqué soulignant que tout changement anticonstitutionnel de gouvernement constitue une violation inacceptable des principes fondamentaux de la Communauté, ce qui a entraîné notre suspension.

Comme je l'ai déjà souligné, nous n'avons pas voulu cette situation en raison des normes appliquées par la communauté internationale et ses institutions. Nous avons donc décidé de fournir des explications et de montrer notre bonne volonté en vue d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel. C'est dans cette optique que nous avons agi, avec les résultats que nous constatons aujourd'hui.

Rev FMM : Quels résultats mentionnez-vous en termes de constatations ?

GNRL PR : La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a annoncé notre réintégration, suspendue suite au coup d'État du 30 août 2023. Notre activité diplomatique a été bien accueillie, notamment grâce à ma participation à l'Assemblée générale de l'ONU, où le message du Gabon a trouvé écho. De plus, le Gabon a été reconnu comme l'un des leaders majeurs en Afrique lors des diverses conférences sur le climat à l'échelle sous-régionale, régionale et internationale.

Il est également important de souligner notre accession à des postes de direction au sein d'organismes internationaux, comme en témoigne l'élection réussie de notre compatriote Prosper Zo'o Minto'o à la présidence de l'Agence pour la sécurité de l'aviation en Afrique, ce qui fait honneur à notre pays.

Rev FMM : Que pensez-vous de l'affirmation selon laquelle la dette du Gabon a entraîné une dégradation de notre classement par les agences

de notation, avec de graves conséquences économiques ?

GNRL PR : Sous ma direction, le CTRI et le Gouvernement de Transition ont pris la décision d'assumer le passif de cette dette, qui découle de la mauvaise gouvernance et de la corruption systémique du précédent régime, et non de nos actions. Dès le départ, nous avons assuré à nos partenaires internationaux notre détermination à respecter nos engagements, ce que nous avons effectivement mis en œuvre.

À titre d'exemple, le 6 novembre 2023, soit deux mois après le Coup de la Libération, la Banque africaine de développement (BAD) a décidé de lever les sanctions financières imposées au Gabon. Cette décision fait suite à plusieurs semaines de dialogue constructif entre les nouvelles autorités gabonaises et les responsables de la BAD, dans un climat serein. Nous avons poursuivi ces efforts auprès des institutions de Bretton Woods, qui ont renouvelé leur confiance envers le Gabon en levant partiellement les sanctions qui pesaient sur nous. C'est la principale raison qui nous a incités

à respecter les deux années de transition en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel.

IV LA TRANSITION

Rev FMM : Comment évaluez-vous la transition en cours ?

GNRL PR : Je ressens un profond sentiment d'accomplissement. Nous avons réussi à établir les institutions de la transition et à organiser un dialogue national inclusif réunissant plus de 600 délégués, aboutissant à près de 1000 résolutions issues de cette importante consultation. Il est essentiel de souligner que ce travail repose sur plus de 38 000 contributions de nos concitoyens, regroupées en trois grands volets : le social, l'économie et la politique.

Rev FMM : Quels sont les points clés que vous reprenez de ces assises ?

GNRL PR : Tout d'abord, il convient de souligner le leadership de l'Archevêque de Libreville, Monseigneur Jean-Baptiste Ibaba, qui a présidé le bureau du dialogue, entouré de ses collègues des différentes communautés

religieuses et d'autres membres du bureau. Nous leur devons la réussite de ce dialogue grâce à leur sagesse, leur dévouement, leur esprit d'ouverture et la pondération dont ils ont fait preuve.

Je tiens également à remercier tous les délégués et participants qui ont contribué, à tous les niveaux, au succès de ce dialogue.

Rev FMM : Les débats ont parfois été animés, voir houleux et certains participants remettent aujourd'hui en question plusieurs résolutions prises lors de ce dialogue. Quelles en sont les raisons ?

GNRL PR : Il fallait s'y attendre : 600 délégués ne peuvent pas être d'accord sur tout. L'essentiel était de permettre aux Gabonais de dialoguer face à face, d'exprimer des vérités qu'ils avaient longtemps gardées en eux, et de mettre fin à leurs frustrations et griefs. C'est pourquoi il était crucial de n'exclure personne. Nous avons ici un véritable besoin de pédagogie. Je suis convaincu d'avoir fait le bon choix en nommant l'Archevêque

de Libreville à la tête du bureau du dialogue, entouré d'un grand nombre de ministres du culte. En somme, Dieu nous a fait grâce.

Rev FMM : Vous n'avez pas complètement répondu à ma question concernant les désaccords actuels sur les résolutions du dialogue.

GNRL PR : Les travaux du dialogue se sont déroulés en quatre phases distinctes, durant lesquelles les participants ont contribué par le biais de sous-commissions. Chacune de ces sous-commissions a recueilli des suggestions, des idées et des contributions. À l'issue de leurs délibérations, elles ont présenté leurs conclusions au bureau de leur commission pour une synthèse, qui a ensuite été soumise en mini plénière à tous les membres des quatre sous-commissions pour validation. Ce n'est qu'après cette étape que le travail a été présenté à la plénière générale du dialogue, devant le bureau national présidé par l'Archevêque, afin d'obtenir une validation unanime des résolutions adoptées par les trois commissions.

En tant que membre du bureau du dialogue, vous êtes mieux informé que quiconque sur le déroulement des travaux. Ne pas respecter le verdict final, qui a été adopté à l'unanimité, témoigne d'un manque d'intégrité. Nous restons souvent perplexes face à la nature humaine, mais c'est ainsi que la vie se déroule.

Rev FMM : Excellence Monsieur le Président, le dialogue n'a-t-il pas été accompagné d'autres initiatives ?

GNRL PR : Évidemment, le dialogue a joué un rôle crucial durant cette période de transition. C'est sur la base de ses résolutions qu'une commission nationale a été constituée pour rédiger la nouvelle constitution, suivie d'une assemblée constituante chargée de l'amender avant de la soumettre à un référendum pour approbation par le peuple gabonais. C'était une première en plus de trente ans. Le plébiscite a été sans appel : 91,64 % des votants ont approuvé le texte.

Rev FMM : Pensez-vous que cette transition marque le début d'une nouvelle ère pour le Gabon ?

GNRL PR : Nous poursuivons notre travail tout en demeurant vigilants. Le nouveau code électoral a été adopté par les deux chambres du Parlement. L'organisation réussie du référendum, conformément aux résolutions du dialogue et aux nouvelles dispositions constitutionnelles, réalisée par le ministère de l'Intérieur, constitue une grande source de satisfaction. Cependant, de nombreux aspects restent à améliorer, et nous avons besoin de la contribution de chacun. Cette responsabilité est collective, tant pour les dirigeants que pour les citoyens.

Rev FMM : Il ne fait aucun doute que vous serez candidat à l'élection présidentielle d'avril prochain, d'autant plus que les appels à votre candidature se multiplient. Cependant, certains leaders politiques contestent cette possibilité, affirmant que vous aviez déclaré que vous

remettriez le pouvoir au civil à la fin de la transition. Qu'en pensez-vous ?

GNRL PR : Je vais être clair et précis à ce sujet. L'article 15 de la charte de la transition stipule que le Président et le CTRI est éligible pour se présenter à l'élection présidentielle. Actuellement, je reçois des centaines d'appels à ma candidature de la part de nombreux compatriotes, d'associations et de groupements politiques qui estiment qu'il est essentiel pour le Gabon et son peuple de poursuivre les réformes et les changements engagés depuis août 2023. En tant que militaire de formation, je suis un homme de parole et de conviction. Je me porterai candidat à cette élection pour répondre à l'appel de mes compatriotes et honorer les promesses qui leur ont été faites. Si la charte de la transition ne m'y autorisait pas, j'aurais renoncé à cette candidature. Il est impératif de bâtir notre pays afin de rattraper le temps perdu ; nos compatriotes le méritent pleinement. Je serai présent pour cette mission.

Rev FMM : Excellence, Monsieur le Président, ce débat aurait pu être évité si vous aviez choisi de suivre l'exemple des officiers généraux à la tête des pays du Sahel, comme le Niger, le Mali ou le Burkina Faso, où la transition n'a pas été définie dans un délai aussi court qu'au Gabon. En seulement deux ans, il était évident que ce laps de temps n'était pas suffisant pour initier les changements et transformations profondes que souhaite une grande majorité de nos compatriotes.

GNRL PR : Avec mes frères d'armes du CTRI, nous avons mené une analyse approfondie de la situation. Au niveau national, notre action a été saluée et perçue comme une véritable libération. Cependant, sur la scène internationale, certaines dispositions vous placent sur le banc des accusés, entraînant votre suspension des instances sous-régionales, continentales et même internationales. L'accès aux marchés financiers devient également plus difficile. Vous êtes contraint de respecter vos engagements internationaux, sous peine de sanctions pouvant

aller de l'arrêt de tous les programmes de coopération à un isolement total.

Vous évoquez les pays du Sahel, qui possèdent une culture de résilience remarquable. Ces nations ont traversé des guerres de libération et font face à des bouleversements territoriaux souvent hostiles. Après avoir soigneusement pesé le pour et le contre, nous étions convaincus que notre peuple ne saurait endurer des difficultés de cette ampleur pendant plus de deux ans.

Rev FMM : Pourquoi cela n'a-t-il pas été expliqué au préalable au peuple gabonais ?

GNRL PR : Nous loins d'être des politicards ; nous sommes avant tout des militaires. Durant cette période de transition, notre objectif ne consistait pas à nous engager dans des activités de communication. Nous avons des priorités claires et un calendrier à respecter. Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre nos objectifs, et croyez-moi, d'ici août 2025, la transition sera définitivement achevée. L'ordre constitutionnel sera pleinement rétabli, avec la

formation d'une nouvelle Assemblée nationale, d'un nouveau Sénat, le renouvellement des membres distingués du Conseil économique, social, environnemental et culturel, ainsi que l'élection de représentants locaux dans les communes et collectivités, accompagnée d'une décentralisation effective.

V LA RESTAURATION DES INSTITUTIONS

Rev FMM : Le CTRI signifie Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions. Si le volet "Transition" a été largement discuté, quelle signification donnez-vous à la "Restauration des Institutions" ?

GNRL PR : Il est primordial de rétablir l'ordre constitutionnel. Pour y parvenir, il était nécessaire de mener à bien la transition, qui comportait plusieurs étapes : la formation d'un gouvernement de transition, l'établissement d'une Cour constitutionnelle de transition, la création d'un parlement de transition avec ses deux chambres, le Sénat et l'Assemblée nationale, ainsi que la mise en place d'un Conseil économique, social et environnemental de transition.

Il a ensuite été nécessaire d'organiser un dialogue national inclusif, rassemblant l'ensemble des forces vives de la nation. Ce dialogue devait englober les acteurs politiques,

les institutions, la société civile, le secteur privé, les syndicats, la diaspora, les sages, les jeunes, les femmes, ainsi que les représentants des groupes culturels, traditionnels et des communautés religieuses dans toute leur diversité.

Rev FMM : Tout cela en ur période relativement courte, de quelques mois ?

GNRL PR : Oui, mais ce n'est pas tout. Nous avons reçu plus de 1 000 résolutions provenant de près de 600 délégués en vue d'élaborer une nouvelle Constitution. Par la suite, il a fallu rédiger ce document et le soumettre à l'approbation du peuple gabonais lors d'un référendum. Suite à ce plébiscite qui a validé notre nouvelle Constitution, il a également été nécessaire de créer un nouveau code électoral et de le faire adopter par les deux chambres du Parlement. Ce processus se conclut par la convocation du corps électoral pour l'élection présidentielle d'avril 2015. Cela témoigne de notre engagement à tenir nos promesses. D'ici août 2025, l'ordre constitutionnel sera complètement rétabli.

Nous respecterons notre engagement à le réaliser en deux ans, une promesse à laquelle je me suis personnellement engagé.

Rev FMM : Pensez-vous que ces étapes permettront au Gabon de prospérer et que les anciennes habitudes ayant mené à des échecs seront bientôt oubliées ?

GNRL PR : Quoi qu'il en soit, j'espère sincèrement que cela aboutira, même si je suis persuadé que nous devons travailler à l'instauration des réformes indispensables à la fin de cette période de transition. À mon sens, cette phase représente la base solide sur laquelle nous devons poursuivre la construction du Gabon dont nous aspirons tous.

Rev FMM : À quoi pensez-vous en évoquant les réformes nécessaires ? Quels en seraient les principaux éléments ?

GNRL PR : Je souhaite m'engager dans un processus de refondation de l'État, visant à redéfinir et à renforcer nos institutions, ainsi que

nos structures et valeurs fondamentales. Cette initiative doit répondre aux crises politique, sociale et économique que le Gabon a traversées ces dernières années, causées par la mauvaise gouvernance, le clientélisme et la corruption endémique, qui ont conduit à la situation actuelle. C'est pourquoi la transition a œuvré à l'élaboration de notre nouvelle Constitution et à la réaffirmation des principes démocratiques et de la participation citoyenne avec nos valeurs spirituelles et culturelles.

VI QUE DES QUESTIONS

Rev FMM : Des clans se forment autour de vous, notamment par le biais de lobbyistes, d'associations et de groupes d'influence, y compris au sein de la Présidence. Les tendances ethniques et régionalistes persistent, et certaines personnes que vous avez investies d'autorité encouragent le clientélisme et des arrangements douteux. On évoque à nouveau le "Kounabelisme" au Gabon. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

GNRL PR : Je suis conscient de ces comportements et méthodes, tout comme mes collègues du CTRI. Nous n'en avons vraiment pas besoin. La majorité du peuple gabonais a accueilli notre action libératrice avec joie, enthousiasme et bonheur, dans le but de sortir notre pays de la situation chaotique dans laquelle il se trouvait. Nous avons la confiance du peuple, ce qui rend ces pratiques superflues. Cependant, il est important de reconnaître qu'il est impossible

de changer des habitudes profondément ancrées chez de nombreux concitoyens en quelques mois. Nous ne pouvons pas être présents sur tous les fronts ; il est donc essentiel de définir nos priorités en distinguant l'essentiel du superflu. Nous nous attaquerons à ces phénomènes qui n'ont que trop duré au temps opportun.

Rev FMM : Un tollé général a suivi la nomination de Mme Marié Madeleine BOURANTSUO au poste de Présidente Honoraire de la Cour Constitutionnelle, qu'elle a dirigée pendant près de 30 ans. Cette décision a suscité des réactions vives, alimentant l'idée dans l'opinion publique qu'elle serait la main derrière le coup de force du CTRI, surnommée la "tour de pis". Quelle est votre opinion à ce sujet ?

GNRL PR : La personne à qui vous posez cette question était le Commandant en Chef de la Garde Républicaine, agissant donc sous l'autorité du Président qui a depuis été destitué. Un militaire s'exprime peu et ne se

plie pas à toutes les demandes ou les injonctions des activistes qui écument la toile.

Cependant, nous avons été victimes de nombreuses injustices et fausses informations, en particulier en raison de la maladie du Président de l'époque. Au fil du temps, nous avons été dirigés et administrés par des intermédiaires agissant au nom du Chef suprême de la défense et de la sécurité. Concernant la personne à laquelle vous faites référence, a-t-elle subi des pressions ou été menacée de mort ? Quelle est sa responsabilité exacte dans la gestion chaotique du pays ? Ce sont là des questions pertinentes à poser.

Il est indéniable que, selon les normes internationales, les organismes régissant les cours constitutionnelles prévoient qu'un ancien président devienne président honoraire. Ce n'est pas de notre fait, mais une conséquence inhérente à leur organisation. Nous avons envisagé de nous conformer à cette pratique, mais comme vous l'avez constaté, cela a suscité des réactions hostiles.

Nous avons pris note de ces réactions sans chercher à engager de poursuites. Tout cela a été fait de manière désintéressée et sans aucune intention malveillante.

VII

C'EST ENFIN NOTRE ESSOR VERS LA FÉLICITÉ : MON AMBITION POUR LE GABON

Rev FMM : Pourquoi l'Essor du Gabon vers la félicité est-il devenu un leitmotiv au sein du CTRI dont vous êtes le président ?

GNRL PR : Vous n'ignorez pas que ces paroles résonnent comme un écho puissant de notre hymne national, écrit par l'un des pères fondateurs de notre indépendance, le regretté Georges Damas ALEKA. Ces mots incarnent le rêve de nos ancêtres, de ceux qui ont œuvré sans relâche pour bâtir cette nation et de nos parents qui nous ont légué le Gabon en héritage. Il est de notre devoir sacré de concrétiser ce rêve, de le porter haut et de l'accomplir pour les générations futures, afin que l'héritage de nos aînés ne soit pas vain, mais qu'il s'épanouisse dans un Gabon prospère et uni.

Rev FMM : Quel projet de société proposerez-vous à nos compatriotes pour obtenir leur soutien à la tête de l'État ?

GNRL PR : Sur ce point, je ne ferai *aucune* concession, même avec mes collaborateurs et mes directeurs de campagne. Je m'engage à être franc et directe avec nos compatriotes, sans discours trompeurs ni arguments politiques fallacieux. Mon programme sera simple, mesurable et atteignable dans le cadre de ce septennat, à l'image des douze travaux d'Hercule.

Rev FMM : Dois je comprendre que votre projet de société se présente en douze travaux ?

GNRL PR : Oui simple à comprendre, à lire et à intégrer. Cela permettra à l'issue du septennat de donner matière à nos compatriotes de juger de mon intégrité à avoir réaliser les engagements et ma vision pour le Gabon. Je m'inscris dans la logique d'être un bâtisseur. Je laisserai les discours et le bavardage à d'autres. Je serai un homme de terrain, et je défendrai les intérêts du

Gabon pour réaliser l'aspiration de mon peuple.
Une fois encore il le mérite.

Rev FMM : Venons-en à votre projet de société ?

GNRL PR : Mon projet de développement vise à créer un environnement socio-économique durable et inclusif, en répondant aux besoins fondamentaux de la population. Il met l'accent sur l'amélioration des infrastructures, l'accès aux services essentiels, ainsi que le renforcement des capacités locales. En intégrant ces éléments, nous pouvons espérer un développement harmonieux qui profite à tous les citoyens et favorise une croissance économique durable avec l'implication de tous. Voici pourquoi la décentralisation sera un levier important pour y arriver.

Mon Projet en 12 Travaux Visant au Développement Socio-Économique et Infrastructuel

1. Amélioration des Infrastructures de Santé

- ✓ Construction et rénovation d'hôpitaux et de centres de santé dans les zones rurales et urbaines.
- ✓ Mise en place de programmes de télé médecine pour améliorer l'accès aux soins.

2. Accès à l'Éducation de Qualité

- ✓ Construction d'écoles et de centres de formation professionnelle.
- ✓ Formation continue des enseignants et intégration des nouvelles technologies dans l'éducation.

3. Développement des Réseaux Routiers

- ✓ Réhabilitation et construction de routes nationales et locales pour améliorer la connectivité. Mise en place de transports en commun écologiques pour réduire l'empreinte carbone.

4. Accès à l'Eau Potable

- ✓ Installation de systèmes de purification et de distribution d'eau dans toutes les

régions, en particulier les plus défavorisées.

- ✓ Sensibilisation à la gestion durable de l'eau.

5. *Électrification Rurale et Urbaine*

- ✓ Développement de sources d'énergie renouvelable (solaire, éolien) pour fournir de l'électricité dans les zones non desservies.
- ✓ Subventions pour l'installation de panneaux solaires dans les foyers.

6. *Protection de l'Environnement Développement de la Transformation Agroalimentaire*

- ✓ Mise en œuvre de programmes de reforestation et de protection des écosystèmes.
- ✓ Promotion des pratiques agricoles durables et de l'économie circulaire.
- ✓ Encouragement des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, telles que la rotation des cultures et la réduction des pesticides.

- ✓ Soutien à la création d'unités de transformation locale pour ajouter de la valeur aux produits agricoles.
- ✓ Encouragement des circuits courts et des marchés locaux pour renforcer l'économie locale.
- ✓ Accès à des équipements agricoles modernes pour augmenter la productivité.
- ✓ Programmes de location d'équipements pour les petits agriculteurs.

7. *Amélioration de l'Habitat*

- ✓ Construction de logements sociaux de qualité pour les populations à faibles revenus.
- ✓ Programmes de rénovation pour les habitats insalubres.

8. *Renforcement de la Sécurité*

- ✓ Amélioration des infrastructures de sécurité (commissariats, postes de police) et formation des agents.
- ✓ Mise en place de programmes de prévention de la criminalité et de la violence.

9. *Promotion de l'Entrepreneuriat*

- ✓ Création de zones d'activités économiques et de pépinières d'entreprises.
- ✓ Accès facilité au financement et à la formation pour les jeunes entrepreneurs.

10. *Développement des Compétences Numériques*

- ✓ Programmes de formation aux compétences numériques pour les jeunes et les adultes afin de favoriser l'employabilité.
- ✓ Accès à Internet haut débit dans toutes les régions, en particulier dans les zones rurales.

11. *Soutien aux Initiatives Culturelles et Sportives*

- ✓ Construction de centres culturels et sportifs pour promouvoir les activités locales et le développement communautaire.
- ✓ Organisation d'événements culturels pour renforcer la cohésion sociale et valoriser le patrimoine local.

12. *Partenariats Public-Privé*

- ✓ Encouragement des partenariats entre le secteur public et le secteur privé pour le

développement d'infrastructures et de services.

- ✓ Mise en place de politiques incitatives pour attirer les investissements dans les domaines prioritaires.

Rev FMM : Où comptez-vous trouver les financements et quel sera le coût de ce projet ?

GNRL PR : Les politiciens bien intentionnés du régime déchu vous ont présenté le concept du Gabon Émergent, qui incluait des initiatives telles que le Gabon Vert, le Gabon des Services et le Gabon Bleu. Ces projets, soigneusement chiffrés et rédigés par un consultant sénégalais d'origine malienne, ont été vendus à prix d'or avant d'être cédés au Président Macky Sall, qui les a ensuite mis en œuvre au Sénégal. Cette histoire est désormais bien connue de tous.

En 2016, les Gabonais ont une fois de plus été dupés par des promesses vides. Je confierai à mes experts la tâche de déterrer ces vérités. Quant à moi, j'ai une vision claire de mes origines, de mes aspirations et des actions

nécessaires pour guider le Gabon vers un avenir radieux et prospère.

IX RÉPARATION, RÉCONCILIATION, RECONSTRUCTION

Rev FMM : Monsieur le Président, quel est le calendrier pour la création de la commission nationale de vérité et de réconciliation, demandée par de nombreux Gabonais à la suite des conséquences des élections de 2009 et 2016 ?

GNRL PR : Nous examinons cette question. C'est une tâche complexe qui nécessitera des enquêtes approfondies, l'intervention de juristes, des commissions rogatoires, des interrogatoires et la présentation de preuves tangibles, entre autres. De plus, des ressources financières importantes seront nécessaires pour répondre aux exigences de l'organisation.

Il est crucial pour moi de comprendre les besoins légitimes de certains de nos compatriotes. Cependant, je dois m'assurer que des individus motivés par d'autres intérêts ne profitent pas de cette situation pour nuire à l'unité et à la cohésion nationale. C'est pourquoi

je prendrai le temps de réfléchir à cette question sans céder à aucune pression, quelle qu'en soit la source.

Rev FMM : Pensez-vous que la réconciliation nationale nécessite impérativement la création d'une commission vérité et réconciliation ?

GNRL PR : Je n'en doute pas un instant. Toutefois, il est important de reconnaître que la vie repose sur des choix et des priorités. Ma vision de la réconciliation entre les Gabonais inclut également la réconciliation avec leurs dirigeants. Nous devons corriger les erreurs du passé en ayant des dirigeants intègres et exemplaires, qui respectent leurs promesses et se consacrent au service du Gabon et de sa population. Il est crucial de construire un Gabon solide.

C'est pourquoi je me considère comme un bâtisseur, car la meilleure façon de faire de la politique est de s'engager activement dans les affaires de la cité. Les Gabonaises et les Gabonais, y compris moi-même, sont fatigués de la politique politicienne, qui se contente de

formuler des vœux sans jamais les réaliser. C'est pourquoi je demande le soutien de mes compatriotes pour poursuivre ce que nous avons commencé. Nous avons besoin de légitimité.

ÉPILOGUE

**Par Son Excellence, le Général de Brigade
Brice Clôtaire OLIGUI NGUEMA,
Président de la Transition,
Président de la République, Chef de l'État**

Le Coup de libération a reçu l'adhésion populaire de tous les Gabonais pour mettre fin à l'ancien régime. Nous avons conduit une transition sans heurts en respectant les délais que nous nous étions fixés de deux ans, bien que les résolutions du dialogue national nous accordassent encore un an en cas de force majeure.

Le CTRI, sous ma direction, a en moins de deux ans entrepris des réformes importantes et réalisé des travaux de grande envergure allant des infrastructures de développement aux structures socio-économiques.

Pour autant, tous les observateurs vous diront qu'une transition nécessite au moins cinq ans pour mettre en œuvre les réformes et les

politiques nécessaires afin de remettre le Gabon sur les rails d'un véritable développement et d'une prospérité partagée.

C'est dans ce contexte, après avoir reçu l'appel d'une très grande majorité de nos compatriotes, tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays et dans la diaspora, à briguer la fonction suprême de Président de la République et de Chef de l'État, que l'on m'a demandé, avec insistance, d'honorer la confiance qu'ils me portent pour achever l'œuvre entamée. J'ai longuement réfléchi pendant plusieurs mois, d'autant plus que la charte de la transition, en son article 15, me permettait de me présenter au suffrage de nos compatriotes.

C'est donc en toute confiance que j'ai décidé de me porter candidat à la prochaine élection présidentielle, qui se tiendra le 12 avril 2025.

À mes compatriotes, je souhaite dire ceci : je me présente à vous en tant que militaire de carrière, ayant exercé dans toutes les strates des forces de

défense et de sécurité, notamment au sein des services de renseignement et de la garde républicaine.

Je me présente à vous en tant que bâtisseur, et non en tant que politicien conventionnel. Je me suis fixé une règle : faire ce que je dis, afin de mener le Gabon vers un essor durable et heureux.

Je ne reculerai pas devant la vérité, car notre pays n'a pas progressé depuis des décennies. Nous avons privilégié la politique politicienne au détriment du développement, d'une économie prospère et florissante. Mon objectif est de partager les fruits de cette croissance, afin que chaque citoyen de notre pays puisse en profiter.

C'est pourquoi j'ai choisi, dans un premier temps, de rassembler toutes les Gabonaises et tous les Gabonais, peu importe d'où ils viennent, pour engager le dialogue. Cela a été le cas lors du Dialogue national, où plus de 600 délégués

ont imaginé le Gabon nouveau. Par la suite, nous avons œuvré à la réécriture de notre nouvelle constitution, qui a été soumis à un référendum adopté et plébiscité par le peuple gabonais à une large majorité 91,64%.

J'ai agi ainsi parce que j'avais en tête cette vérité tirée de la Bible : « *Une maison divisée contre elle-même ne peut subsister* ».

Bien que le coup de libération ait été populaire et ait reçu l'adhésion de tous les Gabonais, il n'a pas résolu le problème de légitimité sur la scène internationale, ni dans certaines instances de la communauté internationale, même si beaucoup reconnaissent le travail et les avancées que nous avons initiés.

J'ai donc besoin de vous, de chacun d'entre vous, pour me conférer la légitimité nécessaire à notre action et me permettre de poursuivre les réformes et les réalisations que j'ai commencées. Il est impératif que nous passions à la vitesse supérieure afin de rattraper près de 16 ans de

retard en matière de développement dans notre pays, et ainsi redonner au Gabon ses lettres de noblesse.

Je fais donc appel à votre adhésion à mon projet de société, qui sera simple, mesurable, atteignable et réalisable dans le cadre de ce septennat, afin de faire du Gabon le Dubaï de l'Afrique.

Mon parcours militaire m'incite à être clair et précis, afin que chacun d'entre vous puisse apprécier ma détermination à conduire le Gabon vers un avenir radieux. C'est pourquoi je vous présenterai mon projet de société sous la forme de 12 Travaux majeurs, simples à comprendre, à intégrer et à évaluer à la fin du mandat que vous m'aurez confié. Je m'engage à y consacrer toute ma force et mon énergie pour honorer votre confiance et, plus encore, pour bâtir le Gabon nouveau dont nos ancêtres et ceux qui nous ont précédés ont rêvé et salué de loin.

J'ai la conviction qu'ensemble, avec l'aide de Dieu, nous y parviendrons.

Que Dieu bénisse le Gabon.

Biographie Révérend Francis Michel MBADINGA

Le Révérend Francis Michel MBADINGA est un réformateur inventif. Issu de la cinquième lignée d'une génération de ministres du culte dont il perpétue la tradition et le prestige familial. Il exerce son leadership sur des centaines d'églises et d'œuvres chrétiennes, au Gabon, en France en Afrique et dans l'espace Francophone.



Il est considéré comme le père du Réveil Spirituel qui a touché le Gabon dans les années 80 et fait partie des personnalités majeurs de la grande famille Pentecôtistes, Charismatique et de Réveil du Gabon, c'est à ce titre qu'il est le Secrétaire Exécutif de la Confédération Pentecôtiste, Charismatique et de Réveil dans son pays. Au niveau International, Il est le Directeur Opération en Afrique de l'Intermédiation Chrétienne International, membre à vie de la Communauté des Hommes d'Affaires du Plein Évangile et Conseiller à la Chambre de Commerce Chrétienne Internationale. Son ministère est une œuvre puissante fondée sur la révélation de l'Esprit de Dieu aux églises et aux nations.

Il est par ailleurs un conférencier international, auprès des hommes d'affaires, des cadres et des élites Chrétiennes aux États-Unis, en Europe, en Afrique et est également consulté par des hommes d'État. Il est un écrivain prolifique et a déjà écrit près de 70 ouvrages dont une vingtaine ont déjà été publiés.

Il est le Coordinateur des Facilitateurs nationaux du Gabon et a été élevé par le Chef de l'État et Président de la République gabonaise au rang de « Commandeur de l'Ordre du Mérite Gabonais ».

Il est marié à sa tendre épouse Scholastique, qui exerce à ses côtés un ministère apostolique dans le domaine du développement rural et socio-économique en milieu des femmes pour le compte du ministère qu'est le Centre d'Évangélisation Béthanie dont il est le Président de la Surveillance Apostolique et le Directeur International. Il est par ailleurs, le président de l'Institut de Théologique, d'Étude Biblique Appliquée et de Formation Pluridisciplinaire (Faculté Béréshit de Libreville), où il enseigne la Philologie (Hébreu et Grec biblique), le Leadership exemplaire, l'Ecclésiologie et l'Administration de l'Église. Il est diplômé de plusieurs institutions universitaires et grandes écoles d'Europe et des Usa.

Il est père de 10 merveilleux enfants et grand-père de 10 petits-enfants.

